

La nature politique a horreur du vide organisationnel

Notes personnelles et diverses sur les conseils

Brève Toponomie

Un bref topo de l'autonomie...
Pour les un peu pressé-es

Définition du conseil : expression politique qui ne dure pas, qui rend visible quelque chose qui, d'habitude, n'est pas aussi perceptible. Il apparaît dans des situations historiques précises. Mais de quoi (ou de qui) le conseil est-il le nom ?

On se propose de laisser de côté, pour un temps, des critères de « réussite¹ » de tel ou tel événement historique. La littérature révolutionnaire abonde de bilans et de leçons tirées de l'Histoire. On évoque dans ce cas le fameux « rapport de force » entre les classes et les organisations. Est-ce l'omniprésence d'organisations réformistes encadrant les masses, des leaders inexpérimentés, des failles dans la stratégie, l'absence de préparation et de moyens militaires qui permet de comprendre l'échec (en Italie et l'arrivée du fascisme) ? Des organisations disciplinées et des militant-es professionnel-les et expérimenté-es, du courage et de la lucidité², et en face la frilosité, le manque de caractère, l'idéalisme des concurrents, qui explique le succès (mais la Révolution russe fut un succès pour qui ?). Ou au contraire, l'absence de partis et de syndicats qui rendrait possible ces phénomènes de mobilisation collective de grande ampleur, se multipliant et se renouvelant sur des périodes historiques assez brèves, mais qui ont été écrasés ? Ne pas moquer, ne pas déplorer, ne pas détester, mais comprendre...

Ici, on fera ici l'hypothèse (qui pourra être l'objet d'autres débats) que le travail militant présente des ressemblances avec le travail économique, notamment du fait de la division, technique tout autant que sociale, entre fonctions : commandement, organisation, exécution.

Le moment le plus intéressant dans le phénomène des conseils, c'est le début, le moment d'apparition : en-dehors et, parfois, contre les partis et les syndicats. Ensuite, les conseils sont plus ou moins vite récupérés par les organisations et même l'État. Ils deviennent la proie et l'enjeu de fractions, de scissions par l'intermédiaire de groupes de militants qui se disputent une place dans ces conseils (phagocytage ou bureaucratisation par en bas) et/ou au qui vide les conseils de leurs forces autonomes en incitant leurs membres à rejoindre les organisations (transfusion ou bureaucratisation par en haut, voir Ferro). Les principes communs à ces conseils peuvent se regrouper sous l'appellation de « démocratie par en bas » (voir Dubigeon) : ce sont les catégories du bas de l'échelle sociale qui prennent la parole, qui ont une expression autonome et s'opposent aux organisations existantes. Elles posent la question de la discipline, de la légitimité et de l'autorité dans

1 « D'après les critères classiques de ce qu'est la "réussite" en politique, Anton Pannekoek [Les Conseils ouvriers], dont la vie a couvert plusieurs phases du mouvement ouvrier du vingtième siècle, est un raté. » Présentation de *Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite*, disponible sur le site : <http://archivesautonomies.org>, avec plein d'autres textes.

2 « C'est la condition essentielle, il faut vouloir la victoire révolutionnaire. Après cela, on peut en discuter, on peut l'analyser, car on a besoin de stratégie, et on n'obtient pas la victoire par la seule volonté. Il faut une stratégie, mais **il faut avant tout vouloir la révolution et sa victoire.** » Léon Trotsky, *Les Leçons d'Octobre*, 1924.

des conflits entre dominant-es et dominé-es au sein de ces conseils. Elles s'inscrivent dans une perspective d'auto-émancipation et cherchent à imposer une nouvelle organisation sociale (arrêt de la guerre, contrôle faible ou fort dans les lieux de travail, logement et ravitaillement organisés plus égalitairement, actions directes avec grèves et manifestations, avec des groupes armés dans certains cas), et donc se posent en double pouvoir, dans la perspective d'éventuellement prendre le pouvoir.

Le conflit avec les dominant-es et la perspective d'un double pouvoir sont déjà le signe d'une dégénérescence du processus, d'une institutionnalisation potentielle.

En analysant le travail politique comme un travail économique, on peut dire que les ouvriers et ouvrières créant des conseils à la fois se mettent **en grève sauvage** (des organisations existantes, si elles existent) et à la fois sont vus comme **au chômage** (par les organisations qui espèrent bien pouvoir les réembaucher). Cela touche au fait de pouvoir prendre simultanément deux points de vue différents : être contre les hiérarchies *et* dire que les hiérarchies ne sont pas néfastes en soi. Par exemple, si dans un groupe une personne a des compétences techniques, elle peut à un moment critique résoudre un problème ce n'est pas une raison qu'elle prenne un pouvoir social sur l'ensemble du groupe : un résumé proposé de pratiques autonomes.

Dissocier la **division technique** du travail (capacités différenciées) de la **division sociale** (inégalités d'accès aux ressources) au sein des organisations politiques tout comme des organisations de production.

Actualisation : les gilets jaunes et le collectif des Monts d'Arrée.

Dans quelle mesure les ronds-points peuvent-ils être analysés comme avatar moderne des conseils ?

A quel moment peut-on dire que les gilets jaunes sont entrés dans une phase de dégénérescence ?

Le collectif des Monts d'Arrée peut-il être vu comme une forme embryonnaire d'un éventuel conseil qui pourrait mûrir dans une situation sociale et économique plus dégradée ?

D'autres propositions de discussion au sein du *conseil* des Monts d'Arrée :

- les questions que l'on se pose actuellement (doit-on rechercher la démocratie ou l'efficacité, quels sont les rapports anti-autoritaires face aux autoritaires) ont été débattues en maints endroits dans le passé. Il est intéressant de connaître les réponses qui ont été expérimentées, brièvement.

- cette démocratie des conseils permet une grille de lecture pour analyser les propositions politiques contemporaines telles le Grenelle de l'Environnement (Sarkozy) ou le conseil citoyen sur le climat (Macron). Qui a eu l'initiative ? Quels étaient les rapports entre les dirigeant-es et les dirigé-es ? Étaient-ce des organismes consultatifs, délibératifs, participatifs, ou... décisionnels ? En somme, qui a eut le *premier* et le *dernier* mot ? Était-ce pour s'inscrire dans ou *contre* les institutions ? Était-ce pour bousculer ou légitimer le pouvoir en place ?

- Cela peut être aussi une grille d'analyse pour le futur : la transition ou bifurcation écologique sera-t-elle une dictature d'extrême droite, une démocratie par en haut, un léninisme vert (Malm) ou une démocratie par en bas ? Qui a l'initiative ? Qui a la parole ? Qui prend les décisions ?

Y a-t-il confiance dans les institutions ? Y a-t-il une perspective vers un double pouvoir ?

« Ces conseils révolutionnaires - conseils d'ouvriers et de soldats - qui depuis plus d'un siècle apparaissent avec une parfaite régularité dans le champ d'action de l'histoire, dès que le peuple dispose pour quelques jours, pour quelques semaines ou quelques mois, de la chance de suivre son propre entendement politique **sans être mis en laisse par un parti ou sans être mené par un gouvernement.** »

Hannah Arendt, *Essai sur la révolution*, 1963

Notes diverses et parfois redondantes

Dans les périodes de fragilisation des rapports hiérarchiques entre les classes, surgit une puissance de travail politique³.

Elle est agencée ensuite dans des formes concurrentes qui s'opposent aux formes dominantes.

Ces conseils (association, comité, coordination, assemblée, réseaux, etc) anticipent sur les formes qui entendent prendre en charge l'organisation de la « société » future, car elles sont instrumentalisées par des membres de la classe montante (les « bureaucrates », les intellectuel·les, les entrepreneurs et entrepreneuses de cause).

Les conseils comme marqueur de la ligne de front entre les classes, comme métaphore des positions intermédiaires, médianes et médiatrices : articulation et dépassement, pour reprendre les termes utilisés souvent par Dubigeon.

Les conseils comme façon de faire « tenir ensemble » les intérêts et pratiques des deux protagonistes des luttes politiques, pour n'en faire triompher (pour l'instant) aucun, au vu des durées historiques courtes et des séquences très espacées, sans transmission des expériences. Il est nécessaire de se placer dans des temporalités qui dépasse la durée d'une existence humaine, ces phénomènes touchent aux structures les plus fondamentales de la vie sociale : les changements lents ou brutaux concernant les rapports antagoniques entre classes sociales et de sexes.

Qu'est-ce que l'organisation ?

Extrait des Lignes d'orientation de l'AAUD
Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers !
Les communistes de gauche dans la Révolution allemande (1918 – 1922)
Textes présentés par Denis Authier et Gilles Dauvé
Les nuits rouges, 2003, p. 179 à 182

[...] *Les partis.*

Le parlement est un maillon dans l'organisation, une des formes d'expression de L'État capitaliste. Le *parlementarisme* est l'une des formes d'activité les plus typiques du monde capitaliste, c'est-à-dire un monde d'exploités et d'exploiteurs, un monde de l'inégalité politico-économique, un monde de lutte de classes. Le parlementarisme ne désigne pas seulement les occupations auxquelles se livre le parlement

3 « [La grève en masse] est la pulsation vivante de la Révolution, et en même temps son plus puissant ressort. En un mot, la grève en masse, telle que nous la montre la Révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne ; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la Révolution. [...] L'état de guerre économique incessant des travailleurs avec le capital tient en éveil l'énergie militante dans toutes les pauses politiques ; il forme, pour ainsi dire, le vivace réservoir permanent de la puissance de la classe prolétarienne, où la lutte politique puise toujours de nouveau ses forces, et, en même temps, la percée infatigable du prolétariat sur le terrain économique, tantôt ici, tantôt là, mène à tous moments à des conflits isolés, mais aigus, engendrant insensiblement l'explosion de conflits politiques sur une grande échelle. » Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, [1906], Spartacus, 1947.

« officiel » qui n'est plus aujourd'hui qu'une officine du capitalisme, une façade *derrière laquelle se fait le travail réel*, une soupape de sûreté du capitalisme, mais le parlementarisme est surtout un symbole du capitalisme. Il est l'expression de l'être, de la structure, de la constitution de base du capital, de sa tactique et de ses méthodes dans la période actuelle.

La formation des partis politiques est liée au parlementarisme. Tant et si bien que les partis ont exactement le caractère de l'organisation capitaliste et sont donc construits d'après le principe suivant : chef et masse ; le chef étant au-dessus de la masse, l'organisation va du haut vers le bas. Le chef commande, la masse obéit. En haut, un leader ou un groupe de gouvernants ; en bas, une armée de gouvernés, quelques renards et des millions d'ânes. C'est le principe des moutons de Panurge. La masse est *l'objet* de la politique, c'est un objet que les « chefs » manipulent selon leurs besoins. L'instrument d'un tel parti est la tactique, plus précisément *la tactique des entrepreneurs capitalistes*, une pure escroquerie. Le chef est l'entrepreneur, le parti sa *propriété*. L'entrepreneur voisin est son concurrent. La tactique, les moyens et les méthodes toujours plus raffinées de l'expérience des affaires capitalistes permettent d'y arriver. On ne recule devant rien. Être un homme de parti signifie : valoriser l'étroitesse d'esprit, la phrase charlatanesque, étouffer ce qui est humain dans l'homme. [...]

Le point de vue selon lequel « l'émancipation de la classe ouvrière serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et qui faisait du *développement de la conscience de classe des travailleurs* la tâche essentielle à ne pas négliger un instant, fut de plus en plus laissé de côté. Plus le temps passait, plus les organisations socialistes adoptaient les caractères et les méthodes des organisations capitalistes. Elles devinrent des « organisations de chefs », des propriétés dans la main des tireurs de ficelles encore sous le charme des conceptions capitalistes bourgeoises. Elles devinrent des *fins en soi*.

La « direction » de la *lutte de classe* se trouvait entre les mains de quelques individus, qui étaient *détachés des besoins du prolétariat*. Ce fut la victoire du parlementarisme, il s'ensuivit nécessairement la paralysie de l'activité révolutionnaire des masses. La lutte des classes, la révolution devinrent l'affaire d'un *groupe patronal directeur*. [...]

Le contexte : une crise de régime, crise économique et politique.

Une situation de double pouvoir (quelques semaines à quelques mois) qui peut se définir comme crise conjoncturelle caractérisée par la lutte entre une dictature en devenir sans hégémonie actuelle (potentiel gagnant) et une hégémonie potentielle sans dictature et sans État (potentiel perdant), dont l'épisode de la Commune de Paris en est un exemple. Cet affrontement, imposant une vision polarisée, masque les antagonismes internes à chaque camp, comme le fonctionnement ternaire des organisations à la manœuvre : commandement, organisation, exécution. (Voir la conception sociale triangulaire d'Olivier Schwartz⁴, ainsi que l'encadré ci-dessous : **Pour une analyse tripolaire du capitalisme moderne**)

4 Une forme triangulaire, mais déportée vers le bas de la pyramide sociale, cependant : <https://journals.openedition.org/sociologie/4749>

Les conseils en tant que moments de **grève sauvage** (ou de chômage, tout dépend de l'implication des commentateurs), **grève ou chômage de masse dans le champ politique**. C'est un analyseur de « l'énergie sociale » (comme puissance de travail) qui dure sous une multiplicité de formes 'informelles' (hétéroclites et multiples) et nouvelles par rapport aux formes institutionnalisées (syndicats et partis). Cette puissance de travail politique s'autonomise par rapport aux cadres traditionnels d'assujettissement, car ces derniers sont discrédités et ne semblent plus être en mesure de rétribuer, symboliquement et matériellement, les engagements et les fidélités.

Les formes nouvelles qui enrôlent cette puissance séparée des moyens de production politique (partis et syndicats traditionnels) peuvent être considérées comme le produit historiquement déterminé d'une activité⁵ autant obscure que méconnue de générateur de diversités idéologiques et sociales : bricoler, agencer des formes idéelles (dans les cerveaux) et réelles (dans les pratiques) pour (dialectiquement...) articuler le négatif (combattre les formes capitalistes dominantes) et le positif (promouvoir des formes alternatives visant un dépassement, plus ou moins rapide). Ces moments de surgissement sont des accélérateurs des mutations organisationnelles lors d'événements contingents et de leurs conséquences (guerres impérialistes, guerres dites de 'libération', crises économiques, etc.).

« On ne peut lutter qu'à partir de sa propre condition, mais quand on lutte on ne prenant appui que sur elle, on la fait évoluer sans la bouleverser. »

extrait de *Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers !* (déjà cité)

Une autre manière d'insister sur la nécessité de **la coopération conflictuelle** dans les luttes politiques et autres, dans le cadre global d'une « conscience sociale triangulaire », mais réagencée objectivement dans une division sociale triangulaire.

Ces ressources de travail politique deviennent visibles car séparées des institutions, mais séparées temporairement car elles sont vite la proie des organisateurs et organisatrices professionnel-les. Comme la force de travail économique est séparée des moyens de production d'une manière collective pendant les grèves et les périodes de chômage de masse, la force de travail politique est séparée des institutions d'encadrement lors de ces moments de crise du champ politique.

Ce qui ne dit rien des antagonismes au sein de ces formes nouvelles, comme retour du refoulé, c'est-à-dire des professionnel-les de l'encadrement, tentant de dépasser les médiations traditionnelles et confrontées à elles comme formes concurrentes et novatrices. Des essais qui peuvent être recyclés dans le champ économique dans les formes de gestion de la force de travail apparemment non hiérarchisée : autogestion, coopérative, plateforme, new management, etc.

Le mouvement qui se dessine, avec les évolutions inhérentes au mode de production capitaliste et ses contradictions internes, pointe vers des formes plus émancipatrices malgré la persistante des séparations, notamment entre encadrement et exécution.

Les conseils comme une mise en évidence du caractère double et contradictoire des organisations politiques : substitutisme (ou dirigisme) + spontanéisme. Les conseils comme analyseur de ce caractère dans une époque donnée.

5 « Gramsci jette un jour nouveau sur un problème qui avait été passé sous silence ou négligé, à savoir le rôle de l'intellectuel : il compare ce dernier au « suc gastrique » qui a pour tâche de rendre assimilable tout type de nourriture. De même, l'intellectuel rumine, mastique et rend « liquide » et « homogène » toute idéologie si indigeste soit-elle, « lorsqu'il paraît que le groupe dirigeant ne sera plus en mesure d'assimiler et diriger les nouvelles forces s'exprimant dans les événements » (Termes employés dans les lettres de prison, édition italienne, p. 673) » (extrait de : Maria-Antonietta Macciocchi, *Pour Gramsci*, Le Seuil, 1974, p. 215)

Les conseils se distinguent de trois manières des formes traditionnelles (syndicales) :

- regroupement par entreprise et non par métier
- regroupement par région industrielle et non par branches d'activité
- tentative d'abolition de la séparation entre 'politique' et 'économique'

Les conseils font prévaloir des critères spatiaux et de classe (abstraction) et non des critères 'politiques' classiques, ou idéologiques ou religieux (droite/gauche, nationalisme, racisme).

L'équivalent de ce point de vue spatial se trouve dans les mouvements des places, les gilets jaunes. Et dans le spatial virtuel : les réseaux sociaux.

Ce spatialisme dévoile un temps mais re-masque ensuite les critères sociaux.

Pourquoi les soviets 'trionnent' en Russie et échouent en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie ? Parce que les rapports sociaux capitalistes sont encore brouillés et faibles en Russie (transition au capitalisme) mais sont déjà intenses en Europe centrale et méridionale, et même s'intensifient après les défaites. Les formes nouvelles des Conseils ne peuvent (encore ?) concurrencer efficacement les formes établies.

De plus, les conseils allemands sont fixes spatialement alors que les corps francs, organes de répression du pouvoir social-démocrate, répriment les soulèvements les uns après les autres entre 1919 et 1921.

Enfin, les conseils allemands et autrichiens sont souvent dirigés par des 'socialistes de gouvernement' : c'est un retour des rapports sociaux, mais masqué par les débats idéologiques. Ce qui prime c'est le 'culte de la société' : déboucher politiquement sur la gestion des affaires courantes (en bref de l'État capitaliste), loin des utopies prolétariennes, sécessionnistes et égalitaristes.

De notre département marketing Un changement d'emballage est à envisager

Si le terme « **conseil** » apparaît avec les premiers *soviets* en 1905, puis se généralise à partir de 1917 dans divers pays et occasions, jusqu'en 1956 en Hongrie et en 1968, en France (le **Conseil** pour le Maintien des Occupations : CMDO, l'original... pas la copie !), il a depuis connu un franc succès commercial :

De l'échelle micro sociale à l'échelle géostratégique : **conseil** de famille, **conseil** de classe, **conseil** de quartier, **conseil** citoyen, **conseil** municipal, départemental (ex-général), régional, **conseil** des ministres, **conseil** constitutionnel et **conseil** d'État, sans compter les multiples « hauts **conseils** » à ceci ou cela, selon les éléments de langage du moment (scientifique, de l'éducation, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la santé publique, des finances publiques, du climat, plusieurs dizaines à la louche). Et le **conseil** économique, sociale et environnemental. Et les **conseils** d'administration des entreprises privées et publiques. Et les **conseils** de prudhommes. Dans le jargon juridique, un **conseil** est un avocat ; les **conseils**, conseillers habillent joliment la fonction d'expert-es en tous genres.

Et hop, on peut passer au **conseil** de l'Europe et au **conseil** des ministres européens, les dizaines de **conseils** internationaux (des archives, des musées, de la science, des monuments et des sites, des enfants, de la musique, etc.) et enfin le **conseil** de sécurité de l'ONU. On est bien conseillé !! Ah, il manque quand même le haut **conseil** aux **conseils**...

Pour faire bonne mesure, mentionnons quand même les **conseils** de bon gouvernement du côté du Chiapas... Mais n'est-ce pas une erreur de marketing, alors ?

On peut noter que, du côté des rebelles de ce côté de l'atlantique, ce terme n'est plus très à la mode. Ainsi sur l'ex-Zad de Notre Dame des Landes, on trouvait le CMDO (la copie pas l'original) mais qui était le **Comité** pour le maintien des occupations... La Coord (**Coordination** des associations diverses en lutte contre l'aéroport), l'ACIPA (**Association** citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes), Copain (**Collectif** des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport), le Cedépa, **Collectif** d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, **l'Assemblée** du mouvement puis des (ab)usages, enfin la **Réu(nion)** des zhabitant-es. Pas de **conseil** à l'horizon de cette lutte, ni dans la suivante d'ailleurs : les **comités** locaux des Soulèvements de la terre...

Quel **conseil** tirer de ce double mouvement d'une parfaite *intégration* du label de **conseil** aux institutions du capitalisme et *d'oubli* du côté des rebelles ?

On peut suggérer de proposer **un nouveau logo**, une nouvelle marque, un nouvel emballage, aux choix et aux votes... :

- camaraderie : *camarades* !
- fraternité, sororité, adelphité
- coopérative, mutuelle, fédération, société, union, club, section, cellule..., etc.
- compagnie, compagne, compagnon
- copainerie : copain-ne (c'est déjà © et ®...)
- association : une longue histoire aussi que l'associationnisme dans le mouvement ouvrier, une histoire aussi perdue que le conseilisme⁶
- amicale « *Ami-es, ...* » (terme utilisé par les militant-es de la Ligue Communiste, après sa dissolution en 1973 et avant la création de la Ligue Communiste Révolutionnaire, ancêtre du NPA)
- bande, mafia, gang, crew, groupuscule, équipe, ça c'est déjà pris...

Au fait, ne faut-il pas aussi questionner cette nécessité de nommer des institutions ? Ce qui permet ensuite à certain-es de parler « au nom de » : « Le conseil a décidé... » « L'Assemblée proclame... » « Le collectif des Monts d'Arrée organise... » N'est-ce pas ce qu'on nomme (!) une fétichisation, attribuer à une chose réelle ou imaginaire des volontés et des comportements humains, et en premier un discours. Un brouillage particulièrement intense dans ce monde de la marchandise capitaliste et de la séparation entre moyens matériels et capacités humaines :

6 « En sacrifiant l'exigence politique de citoyenneté sur l'autel de la solidarité, la synthèse républicaine a accompli un geste de clôture, refroidissant l'ébullition inventive qui l'a précédée et dont le socialisme associationniste fin de siècle prolongeait encore l'héritage. En ce sens, elle a bel et bien achevé la Révolution. Or la tradition associationniste française visait à terminer tout autrement la Révolution. S'y dessinait l'horizon d'une démocratie et d'une citoyenneté sociales où la socialisation des moyens de production, des services collectifs, des protections et des sécurités personnelles restait indissociable d'une socialisation des pouvoirs, bref d'une extension continue de l'espace public. Ce « trésor perdu » du mouvement ouvrier et socialiste français mérite néanmoins d'être gardé en mémoire. L'effondrement des « socialismes réels », la crise de la social-démocratie et l'effritement du compromis fordiste lui redonnent une nouvelle actualité qui s'invente déjà, sous des formes qui portent peut-être encore aujourd'hui l'espoir d'un « nouvel espace public » ».

De la division du travail politique Les Conseils comme analyseurs politiques et comme générateur de diversité organisationnelle

Ce détournement du titre d'un ouvrage fondateur d'Émile Durkheim (*De la division du travail social*) propose de généraliser l'analyse de la division du travail *économique* (en reprenant la grille matérialiste) au travail *politique*. Ce qui permet de considérer le surgissement des **Conseils** comme la mise en lumière du caractère double de l'organisation des luttes politiques. Derrière la vitrine de ces organisations en concurrence, hors crise aiguë, collaborent conflictuellement au moins deux classes d'agent-es sociaux : des groupes différenciés, hiérarchisés et antagoniques. En cas de crise généralisée⁷ (de régime ou *politique*, économique ou *de valorisation* et de la représentation ou *symbolique* en quelque sorte, ou crise de croyance dans le culte de l'existence d'une « société humaine »), les puissances de travail, les *masses* pour reprendre un terme du langage ancien, se manifestent séparément des organisations de travail politique dans lesquelles elles sont habituellement assujetties et exploitées. Elles deviennent visibles⁸ :

- du côté de ces puissances de travail, il y a une forme de prise de conscience partielle de leurs potentialités transformatrices et des tentatives de **formes collectives d'intervention sur la « société »**, d'abord en ce qui concerne leurs besoins et attentes spécifiques : **les Conseils** (mais aussi les associations, mutuelles, comités, coordinations, assemblées générales ou autonomes, réseaux, etc.) en sont une des expressions historiques. La diversité de ces expressions à un même moment historique reflète l'appariement aux conditions locales et sociales de cette force de travail politique. De même qu'une

7 « C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, **la majorité des ouvriers conscients**, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que **les classes dirigeantes** traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des personnes préparées à la lutte politique, parmi **la masse laborieuse et opprimée jusque-là apathique**), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour **les révolutionnaires** son prompt renversement. » Lénine, *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, mai 1920.

8 « [...] ce n'est qu'en période révolutionnaire, où les fondements sociaux et les murailles de la société à classes se lézardent et se disjoignent continuellement, que toute action politique de classe entamée par le prolétariat peut, en quelques heures, arracher à leur immobilité des couches de la classe ouvrière, jusque-là inertes, ce qui naturellement, se manifeste sur-le-champ en une lutte économique orageuse. [...] il est bien évident que la grève en masse ne peut pas être provoquée de toutes pièces, dût à la décision en provenir de l'autorité la plus supérieure du parti socialiste le plus fort. Tant que le socialisme n'aura pas en mains le pouvoir de commander et de décommander à son gré les révolutions, le plus grand enthousiasme, la plus grande impatience chez les troupes socialistes ne sauraient suffire à créer une véritable période de grève générale comme mouvement populaire puissant et vivant. [...] Certes, durant la Révolution non plus, les grèves en masse ne tombent pas du ciel. Il faut qu'elles soient, de façon ou d'autre, faites par les ouvriers. La résolution et la décision de la classe ouvrière y jouent aussi un rôle, et il est vrai que l'initiative, et ensuite la direction, en incombent naturellement au noyau du prolétariat le plus organisé et le plus éclairé, le noyau socialiste. [...] De plus, en ce cas [de Révolution], initiative et direction consistent, non pas dans des ordres donnés de toutes pièces, mais dans l'adaptation la plus adroite possible à la situation, et dans le contact le plus étroit possible avec les dispositions de la masse » Ouf ! ... Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, [1906] Spartacus, 1947.

force de travail au sens économique peut être exploitée dans des entreprises multiformes pour produire une infinie diversité de marchandises et de services (voir la notion de travail abstrait, spécifique au mode de production capitaliste⁹).

- du côté des professionnel·les de l'organisation, des entrepreneurs de causes, ce surgissement inattendu et imprévu (à leur grande surprise... et quelque fois crainte et défiance) constitue un défi : c'est comme **une immense grève sauvage** surgissant au sein de leur champ d'intervention et de travail politique. Ou, de leur point de vue, comme **un chômage politique de masse**¹⁰ qu'il s'agit de mettre au turbin et à profit pour leurs stratégies spécifiques, au nom de « l'intérêt général¹¹ » bien sûr... Renforcer les organisations traditionnelles qui sont discréditées ou inventer de nouvelles organisations concurrençant les premières et visant à renouveler l'hégémonie du côté de l'opposition à l'ordre existant : **les Conseils** sont le résultat transitoire de ces tentatives de modernisation dans le champ politique.

- la synthèse de cet antagonisme de classes réagencé au sein du champ politique rentre dans un rapport réciproque avec les organisations économique : **les Conseils comme préfiguration des coopératives et des autogestions voire des participations actionnariales au sein des entreprises capitalistes**. On rejoint ici les structures fondamentales de la dynamique évolutionnaire des modes de production : un mix de restauration et de renforcement des formes dominantes (capitalisme privé ou d'État) et une anticipation de formes prétendant à l'hégémonie.

Extrait de *De l'argent à soi, Les préoccupations sociales des femmes à travers leur rapport à l'argent*
Laurence Bachmann
Presses Universitaires de Rennes, 2009

« Dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Boltanski et Chiapello (1990, p. 81-82) montrent que la formulation d'une critique sociale nécessite le passage par deux étapes successives. Dans un premier temps, une expérience douloureuse entraîne une plainte ; on se situe à un niveau émotionnel. Ensuite, l'émotion ressentie s'appuie sur une théorie critique pour se traduire en un problème de bien commun ; on se situe à un niveau argumentatif :

« *La formulation d'une critique suppose au préalable une expérience désagréable suscitant la plainte, qu'elle soit vécue personnellement par le critique ou qu'il s'émeuve du sort d'autrui (Chiapello, 1998). [...] Sans ce premier mouvement émotif, presque sentimental, aucune critique ne peut prendre son envol. En revanche, il a loin du spectacle de la souffrance à la critique articulée. ; le critique a besoin d'un appui*

9 Un peu de théorie : <https://www.marxists.org/francais/roubine/Chapitre2-14.html>

10 Souvent dans un mix des deux champs d'activité : grève et chômage économique *et* politique. Une crise généralisée.

11 Fameux général... : « *Chaque nouvelle classe qui prend la place de celle qui dominait avant elle est obligée, ne fût-elle que pour parvenir à ses fins, de représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société ou, pour exprimer les choses sur le plan des idées : cette classe est obligée de donner à ses pensées la forme de l'universalité, de les présenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables.* » K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, Éditions sociales, 1974, p. 88.

théorique et d'une rhétorique argumentative pour donner de la voix et traduire la souffrance individuelle en des termes faisant référence au bien commun (Boltanski, 1990 ; 1993). C'est pourquoi il existe réellement deux niveaux dans l'expression d'une critique, un niveau primaire, du domaine des émotions, qu'il est impossible de jamais faire taire et qui est toujours prêt à s'enflammer pour peu que de nouvelles situations forçant l'indignation se présentent et un niveau secondaire, réflexif, théorique et argumentatif qui permet de soutenir la lutte idéologique mais qui suppose la ressource de concepts et de schèmes permettant de lier les situations historiques que l'on entend soumettre à la critique à des valeurs susceptibles d'universalisation. »

Dans leur analyse de la critique du capitalisme, les auteurs constatent que certains individus éprouvent un sentiment d'indignation, mais qu'ils ne parviennent pas à traduire cette indignation théoriquement, dans un cadre réflexif. Incapable d'atteindre le second niveau, la critique est alors neutralisée. On assiste au « désarmement de la critique », pour reprendre leur expression. »

A l'appui de cette analyse, l'autrice considère que les femmes de son étude sont à la fois dépossédées de leur colère par leur socialisation selon les rapports sociaux de sexe dominants. Et partiellement incapables d'explicitier la domination masculine car la croyance en une égalité entre les sexes largement établie discrédite la critique féministe, et ce malgré un capital culturel relativement important. Le résultat de ce « désarmement » est un ensemble de pratiques individuelles et individualisantes permettant de rendre supportable, à des degrés divers, la relation inégale.

On notera, d'une part, que l'analyse mentionnée plus haut porte sur la critique du capitalisme et non du patriarcat avec une homologie implicite entre groupes sociaux ayant une expression « subjective » de souffrance/classe des femmes et groupes sociaux compétents pour mettre rationnellement et « objectivement » les demandes en forme/classe des hommes. Homologie qui visibilise (la binarité) tout autant qu'elle masque (le cadre ternaire) les logiques spécifiques du champ politique et des agent-es sociaux qui y interviennent. D'autre part, c'est la lutte « *idéologique* » qui est mentionnée et non sa dimension pratique et matérielle, indiquant d'où provient effectivement cette analyse : du côté des professionnel-les de la « donation du sens », des professionnel-les de la révolution dirait Vladimir Illich...

Enfin, les « *valeurs susceptibles d'universalisation* » sont bien souvent le masque nécessaire, commode et de bon aloi d'intérêts plus spécifiques aux porte-parole de ces souffrances.

**Les conseils, comme expression de l'antagonisme entre l'organisation (les cadres) et l'exécution (les prolétaires)
Pour une analyse tripolaire du capitalisme *moderne***

<https://www.contretemps.eu/a-propos-de-la-grande-bifurcation-entretien-avec-gerard-dumenil-et-dominique-levy/>

« Si notre conviction est des mieux établies concernant cette structure ternaire [du capitalisme moderne], nous faisons l'« hypothèse » plus audacieuse que le capitalisme pourrait laisser la place à un nouveau mode de production post-capitalisme, dit « cadrisme », dont la classe supérieure serait celle des cadres. Cette hypothèse cadriste nous pousse à voir dans le capitalisme ternaire actuel une transition entre deux modes de production, ce que nous appelons un « capito-cadrisme » ou, pour parler français, un « capitalisme managérial ». La structure de classe ternaire peut alors être interprétée comme l'expression de la superposition de deux antagonismes de classe, chacun propre à un mode de production : « capitalistes-prolétaires » (capitalisme) et « cadres-classes populaires » (cadrisme). Nous distinguons donc le *cadrisme*, un mode de production potentiel, et le *capitalisme managérial* (*capito-cadrisme*), la phase du capitalisme dans laquelle les rapports cadristes sont déjà importants. [...]

Nous pensons que la structure de classe tripolaire permet de donner une lecture des transformations du capitalisme depuis la fin du XIX^e siècle, notamment du compromis de l'après-guerre et du néolibéralisme. Son pouvoir explicatif vis-à-vis des dynamiques économiques et politiques est pour nous une des justifications principales de ce cadre analytique. »

Propos recueillis par Cédric Durand et Razmig Keucheyan, qui reprennent cette structure ternaire dans leur récent ouvrage *Comment bifurquer, Les principes de la planification écologique*, La Découverte, 2024. Mais ici point de **Conseils** : une planification qui demande un environnement administratif et gestionnaire qui ressemble bien à un bon gros État... éco-socialiste et éco-féministe il va sans dire !

Remarques finales

Et si cette *démocratie des conseils* (voir Dubigeon), comme trésor perdu des mouvements d'émancipation à retrouver, ne réactivait pas finalement cette affirmation non interrogée, cette croyance donc : il peut exister (après une bonne révolution, non trahie cette fois par des ambitieux, etc.) un compromis acceptable entre toutes et tous pour une vie sociale un peu plus heureuse ? Finalement, obtenir le consentement renouvelé et permanent des différents groupes sociaux, même s'il demeure entre eux des rapports inégalitaires.

Et donc inciter le « grand nombre », autrefois « les masses », à s'engager (« *Tous ensemble !* ») et à prendre parti dans ces luttes. Une forme de plein emploi du champ politique aussi formidable que le plein emploi dans le champ économique : tout le monde au boulot et en CDI, et sans compter ses heures et les sacrifices nécessaires¹² (« *C'est pour la cause !* » bien sûr). A quand la retraite politique ?

Ce qui était perceptible dans ces mouvements « spontanés » est vite refoulé ou nié, c'est que le prolétariat surgit mais sans avoir pour ambition d'imposer sa « dictature » sur un espace national, voire international. Il s'agit, oui, de s'émanciper mais sûrement pas, non, d'émanciper nos anciens maîtres et leurs valets, ou leurs

12 « Un océan de privations et de souffrances terribles est en effet le **prix** auquel toute révolution est **achetée** par la masse prolétarienne. Et la solution qu'une période révolutionnaire donne à cette difficulté en apparence insoluble, c'est de déchaîner dans la masse une telle somme d'idéalisme qu'elle en devient insensible aux souffrances les plus aiguës. » Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, [1906], Spartacus, 1947.

remplaçants ! Ce projet politique là, ni démocrature ni démogagie, est proprement impensable. Faire sécession non pas géographiquement (toutes les terres sont sous des coupes étatiques, il n'y a plus et il n'y a jamais eu de « terres sans maître ») mais faire sécession socialement, c'est-à-dire justement des « vies sans maîtres » là où l'on existe et établir des rapports d'égalité, de solidarité et de réciprocité. Et qu'il existe d'autres groupes sociaux qui entretiennent des rapports inégaux dans les parages, on les incitera à s'insubordonner et à rompre. Et on neutralisera à nouveau et à chaque fois toutes tentatives d'imposer de nouveau des rapports inégalitaires dans les existences.

Des lendemains qui chantent

mais seulement pour les gagnant-es...
Ou le prolétariat comme bénévolat de la Révolution

« Avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consent à chômer au Premier Mai qu'une fois bien assuré à l'avance d'un subside fixé avec précision, au cas où il serait renvoyé, on ne peut faire ni Révolution ni grève générale. Mais justement, dans la tourmente de la période révolutionnaire, le prolétaire se transforme, de père de famille prudent qui exige un subside, en un « révolutionnaire romantique » pour qui même le bien suprême, la vie, à plus forte raison son bien-être matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte.

Mais si la direction de la grève générale au sens de commandement qui en aurait l'initiative ou de calcul et des dispositions des frais qu'elle coûtera, est l'affaire de la période révolutionnaire elle-même, il n'en est pas moins vrai qu'en un tout autre sens, la direction, dans les grèves en masse revient au socialisme et à ses organes dirigeants. Au lieu de se casser la tête avec le côté technique, avec le mécanisme de la grève, le socialisme est appelé, dans la période révolutionnaire, à en prendre la direction *politique*. La tâche la plus importante de « direction » dans la période de grève générale consiste à donner à la bataille son mot d'ordre, sa tendance, à régler la *tactique* de la lutte politique de façon qu'en toute phase et à tout moment soit réalisée et mise en activité la somme entière de puissance déjà engagée dont le prolétariat dispose, en activité, qu'elle se manifeste dans la position de combat du Parti, que la tactique du socialisme ne se trouve jamais, en décision et en précision, *au-dessous* du niveau des rapports de forces existant en réalité, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau. Et cette direction se transforme d'elle-même, dans une certaine mesure en direction technique. Une tactique de socialisme, conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse le sentiment de la sécurité, de la confiance, de l'ardeur au combat ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une dépréciation du prolétariat, exerce sur la masse une action paralysante et perturbatrice. Dans le premier cas, les grèves en masse éclatent « d'elles-mêmes » et toujours « en temps opportun » ; dans le deuxième, mêmes des appels directs des dirigeants à la grève en masse restent sans résultat. Et la Révolution russe nous offre des exemples parlant de l'un et de l'autre. »

Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, [1906], Spartacus, 1947.